

PRÉFET DU NORD

Lille, le 26 mai 2020

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service eau nature et territoires

Biodiversité

**Participation du public aux décisions des
autorités de l'État ayant une incidence sur
l'environnement**

Courriel : ddtm-see-participation-public@nord.gouv.fr

Motifs de la décision constituée par l'arrêté relatif à l'ouverture et à la clôture de la chasse dans le département du Nord pour la campagne de chasse 2020-2021

Le préfet fixe par arrêté les dates d'ouverture de la chasse à tir en application de l'article R424-6 du code de l'environnement.

Les paragraphes ci-après exposent les motifs de mise en œuvre des possibilités dérogatoires réglementaires dans ce cadre.

Le préfet a la possibilité dans cet arrêté d'appliquer des mesures de protection du gibier prévues à l'article R424-1.

Afin de favoriser la protection et le repeuplement du gibier, ces mesures ont été mises en œuvre à l'article 6, par limitation du nombre de jours de chasse, en considérant la connaissance de l'état des populations, pour les espèces suivantes :

- Perdrix
- Lièvre

et à l'article 2 fixant des heures de chasse pour le gibier sédentaire pour l'ensemble des espèces à l'exception des espèces ou pratiques de chasse objets d'une réglementation spécifique (plan de chasse, chasse à course, chasse au gibier d'eau) ou dont la situation ne nécessite pas de protection (nuisibles, sanglier).

Le plan de gestion cynégétique du lièvre a été, par arrêté du 6 juin 2019 prorogé pour une année soit jusqu'au 30 juin 2020. Il est par ailleurs proposé un arrêté approuvant un nouveau plan pour la période 2020-2026

Certains territoires prennent l'initiative d'élaborer par ailleurs des plans de gestion cynégétique au sens de l'arrêté du 19 mars 1986, pour le Faisan ou la Perdrix, qu'ils proposent pour approbation par le préfet. Ces plans de gestion prévus pour favoriser le repeuplement et la gestion n'ont de sens que s'ils ne sont pas doublés sur le même territoire de lâchers de tir.

En application de l'article L425-15 du code de l'environnement et de l'arrêté du 19 mars 1986, le préfet a la possibilité de retenir des dispositions de ces plans. Dès lors qu'ils sont approuvés, le présent arrêté les subroge à la réglementation générale sur leur territoire d'application.

Les restrictions en temps de chasse s'appliquant à la chasse au vol sont celles prévues par le code de l'environnement.

Les dérogations prévues à l'article 3 à l'interdiction de chasse par temps de neige, sont celles prévues à l'article R424-2 du code de l'environnement, considérant leur pertinence dans le Nord.

La chasse et la Vénérerie du Blaireau dans les conditions prévues aux articles 7 et 9, sont exercées pour limiter l'extension de cette espèce, présente dans le sud du département considérant les dégâts qu'elle peut causer, son rôle potentiel dans la propagation de la tuberculose bovine et au regard du faible nombre d'animaux prélevés.

Les précisions concernant les dispositifs de marquage visent à empêcher toute dérive dans leur emploi.

Le prélèvement maximal autorisé pour la bécasse en article 13 est prévu par l'arrêté ministériel du 31 mai 2011 et précisé par le schéma départemental de gestion cynégétique. Il vise à limiter les prélèvements pour cette espèce au sein d'une population fragile dans le Nord.

Les autres dispositions particulières relèvent de l'application du schéma départemental de vocation cynégétique. Par exemple limitation en nombre du prélèvement de canard à l'article 12.

**Le Directeur Départemental
des Territoires et de la Chasse**

Eric FISSE

